



HAL
open science

Guerre, guerre civile, guerre révolutionnaire : la violence en héritage dans l'Italie républicaine, 1945-1980

Virgile Cirefice, Grégoire Le Quang

► To cite this version:

Virgile Cirefice, Grégoire Le Quang. Guerre, guerre civile, guerre révolutionnaire : la violence en héritage dans l'Italie républicaine, 1945-1980. *Amnis - Revue de civilisation contemporaine, Europe/Amériques*, 2018, 17, 10.4000/amnis.3576 . halshs-02465716

HAL Id: halshs-02465716

<https://shs.hal.science/halshs-02465716>

Submitted on 4 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Guerre, guerre civile, guerre révolutionnaire : la violence en héritage dans l'Italie républicaine, 1945-1980

Virgile Cirefice, ATER (Université Lyon 3), doctorant à l'Université Paris 8 (IHTP) et à l'Université de Bologne,
virgile.cirefice@gmail.com

Grégoire Le Quang, ATER (ENS), chercheur associé à l'IHTP (Paris 8-CNRS),
glequang@gmail.com

Guerre, guerre civile, guerre révolutionnaire : la violence en héritage dans l'Italie républicaine, 1945-1980

War, Civil War and Revolution: The Legacy of Violence in Republican Italy, 1945-1980

Guerra, guerra civil y revolución: el legado de la violencia en la Italia republicana, 1945-1980

Résumé :

La fin du deuxième conflit mondial est pour l'Italie une étape clé qui met un terme à deux décennies de fascisme, couronnées par un épisode de violences fratricide à la signification multiple : guerre de libération, guerre civile et, en partie, guerre de classe. Si la compréhension de la nature du totalitarisme fasciste et de la guerre civile a été profondément renouvelée par l'historiographie récente, la portée de cet héritage conflictuel sur le long terme est un terrain d'étude seulement partiellement défriché. C'est d'abord la question des modalités du retour à la paix qui se posent, entre épuration limitée et contestation parfois radicale de l'ordre démocratique mis en place à la Libération. Le processus de transition démocratique est en effet menacé par la permanence de formes de violences politiques et par des rhétoriques de criminalisation de l'ennemi qui se renforcent avec l'entrée en Guerre froide, mais continuent de puiser largement dans les modèles et les cultures politiques héritées de la période de guerre. Au cours des années 1960 puis 1970, la rhétorique anticomuniste et la résurgence d'un antifascisme de combat contribuent également à dramatiser les oppositions politiques, et ce jusqu'aux violences de matrices terroristes qui culminent à la fin des années 1970. En résulte un brouillage persistant entre guerre et paix dans la péninsule italienne qui permet d'interroger sur plus de trois décennies l'héritage de la guerre mondiale.

Summary :

For Italy, the end of the Second World War is a key step that puts an end to two decades of fascism, which end with an episode of fratricidal violence which can be described as a war of liberation, a civil war and, partly, a class war - all at the same time. While the historiography of fascist totalitarianism and civil war has been profoundly renewed recently, the long-term significance of the legacy of these events is only partially explored. First, there is the question of the conditions for a return to peace. This refers to the modalities of the pursuit of fascist leaders and Nazi collaborators, as well as to the sometimes radical challenge of the democratic order set up at the Liberation. The process of democratic transition is indeed threatened by the permanence of

forms of political violence and by rhetorics of criminalization of the enemy, which are exacerbated by the entry into the Cold War. Political cultures continue to be inspired by the patterns inherited from the war period. During the 1960s and 1970s, anti-communist rhetorics and the resurgence of antifascism also contributed to dramatizing political oppositions, until the season of terror that culminated in the late 1970s. As a result, there is a persistent confusion between war and peace in Italy that allows us to question the shadow of the war experience over more than three decades.

Resumen :

El final de la Segunda Guerra Mundial es para Italia una etapa clave que acaba con dos décadas de fascismo, coronadas por un episodio de violencia fratricida con múltiples significados: guerra de liberación, guerra civil y, en parte, guerra de clases. Mientras que la historiografía del totalitarismo fascista y de la guerra civil se ha renovado recientemente, la importancia a largo plazo de este legado conflictivo sólo se explora parcialmente. En primer lugar, está la cuestión de las modalidades del retorno a la paz, por una parte con una represión de los líderes fascistas muy limitada, y por otra parte con una cuestionamiento a veces radical del orden democrático. De hecho, el proceso de transición democrática se ve amenazado por la persistencia de formas de violencia política y por la retórica de criminalización del enemigo, que se consolidan con la entrada en la Guerra Fría. El período de guerra sigue proporcionando marcos poderosos para las diferentes culturas políticas opuestas. Durante las décadas de 1960 y 1970, la retórica anticomunista y el resurgimiento del antifascismo de combate también contribuyeron a dramatizar las oposiciones políticas, hasta el período del terrorismo que culminó a finales de la década de 1970. El resultado es una confusión persistente entre guerra y paz en la península italiana que nos permite cuestionar la sombra proyectada por la experiencia de la guerra mundial durante más de tres décadas.

Mots-clés :

Violence politique, guerre, guerre civile, révolution, fascisme, terrorisme, Italie

Political violence, war, civil war, revolution, fascism, terrorism, Italy

Violencia política, guerra, guerra civil, revolución, terrorismo, Italia

Introduction :

Le 28 avril 1945, Benito Mussolini, arrêté la veille dans sa tentative de fuite, est fusillé par des résistants. Son corps est ensuite transporté à Milan, exposé publiquement, et soumis à toutes formes d'outrages : il est traîné dans la boue et battu, au point de le rendre difficilement reconnaissable. Le Comité de libération de l'Italie du Nord (CLNAI) publie alors un communiqué justifiant la violence de l'épisode, qualifié de « conclusion nécessaire d'une phase historique qui laisse notre pays dévasté matériellement et moralement ». Le communiqué évoque la nécessité d'une « coupure nette avec le passé » dont l'exécution et l'exhibition du corps du Duce auraient été l'expression, permettant de passer à une phase historique successive. Cet épisode a fait l'objet de commentaires contrastés dans l'historiographie italienne : c'est, pour les uns, un acte fondateur, cathartique, nécessaire à la construction de la République italienne, quand d'autres condamnent un simulacre de justice, ne permettant en rien de clore l'épisode fasciste et ouvrant au contraire sur une phase d'épuration sauvage, de guerre sociale, prolongeant indéfiniment la guerre, ce qu'un procès – un Nuremberg italien, en somme – aurait pu éviter¹.

L'historien Claudio Pavone a souligné la complexité de cette guerre, qui se livre sur le territoire italien entre l'été 1943 et le printemps 1945, et notamment sa triple dimension. C'est d'abord, une « guerre patriotique », qui met aux prises des Italiens, secondés par les Alliés, à l'occupant nazi ; mais c'est aussi, par l'affrontement souvent sans merci des troupes fidèles à la République sociale italienne (RSI) et des organisations résistances, formées de part et d'autre de volontaires, un affrontement fratricide entre Italiens, et donc une « guerre civile ». Enfin, une dernière dimension ne doit pas être occultée : le conflit a, à bien des égards, la forme d'une guerre de classe, tant lutte politique et lutte économique sont liées dans l'esprit de nombreux résistants qui entendent unir libération nationale et subversion sociale².

La guerre a ainsi mis en scène une violence fratricide, mettant aux prises des Italiens, créant des divisions profondes dans la société que la Libération et la constitution d'une jeune République n'auraient pas réussi à refermer. Indissociable du fascisme, dont on sait désormais combien il a contribué à accoutumer de larges pans de la société italienne à la violence³, l'héritage de la guerre doit ainsi être questionné. Il s'agit en premier lieu de s'interroger sur la persistance d'une violence diffuse, autrefois exaltée par le fascisme et désormais considérée par beaucoup comme un mode légitime de régler les conflits. On passerait donc d'une violence « de guerre », située dans le cadre d'un conflit déclaré et borné dans le temps, à une pratique et une rhétorique de violence politique qui perdure y compris dans les premières décennies de la République italienne⁴. Cela caractériserait ainsi la démocratie italienne, qui apparaît partiellement « ensauvagée »⁵. Cela rejoint par ailleurs les préoccupations historiographiques qui touchent au rôle de long terme du fascisme et aux conséquences du *ventennio* sur la jeune république italienne⁶. L'angle de notre analyse est ainsi double : il faut envisager les rhétoriques de guerre qui perdurent pendant toute la période et irriguent les imaginaires tout en considérant également les pratiques de violence politique qui contribuent à brouiller les frontières entre guerre et paix. Ces éléments prennent en effet place dans

¹ C'est par exemple l'opinion de Woller, Hans, *I conti col fascismo : l'epurazione in Italia, 1943-1948*, Bologne, Il Mulino, 2004, p. 372. Sur ce sujet, voir aussi Luzzato, Sergio, *Le corps du Duce. Essai sur la sortie du fascisme*, Paris, Gallimard, 2014 [1998].

² Pavone, Claudio, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella resistenza*, Turin, Bollati-Boringhieri, 2006 [1991].

³ Matard-Bonucci, Marie-Anne, *Totalitarisme fasciste*, Paris, CNRS éditions, 2018.

⁴ C'est la thèse de Ventrone, Angelo, *Il nemico interno. Immagini e simboli della lotta politica nell'Italia del '900*, Rome, Donzelli, 2005.

⁵ Selon le néologisme proposé par Becker, Annette, « Compte-rendu de “George Mosse De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes” », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2000, vol. 55, n° 1, pp. 181-182.

⁶ Dans la perspective des continuités dans l'État, voir par exemple Cassese, Sabino, *L'Italie, le fascisme et l'État : continuités et paradoxes*, Paris, Rue d'Ulm, 2014.

le contexte particulier de l'Italie républicaine, marquée par une longue sortie de guerre, une Guerre froide qui trouve en Italie un de ses terrains d'expressions européens et par les tensions exacerbées des années 1970.

Une longue sortie de guerre

La sortie de guerre⁷ est particulièrement difficile et laisse des traces profondes dans la société italienne, et ce pas uniquement dans le Nord pourtant plus directement touché par la guerre civile⁸. Les mois qui suivent la Libération sont ainsi marqués par des épisodes violents nombreux, en partie imputables aux lenteurs de l'épuration officielle et à la persistance de groupes partisans armés dans certaines régions⁹. La perspective d'un bouleversement social d'envergure s'éloigne rapidement, ce qui conduit certains résistants, qui s'estiment marginalisés, à des coups d'éclats et à la formation de groupes paramilitaires qui entendent prolonger le combat.

Très rapidement, le contexte change cependant : à partir de l'été 1946 et surtout de 1947, les prémisses de la guerre froide se font sentir en Italie et la cohabitation des partis antifascistes au sein du gouvernement prend fin en mai 1947 avec l'expulsion des socialistes et des communistes du gouvernement. Dès 1945, la préoccupation principale de la Démocratie chrétienne n'est en effet plus la résurgence fasciste – du reste bien improbable – mais la montée progressive des forces de gauche qui inquiètent les forces Alliées. Dès lors, le débat se transforme et de la division entre fascistes et antifascistes, se structure autour de l'adhésion ou de l'opposition au communisme. Les relations entre la nouvelle opposition socialo-communiste et le gouvernement sont exécrables et suivent les évolutions de la Guerre froide, les tensions atteignant des sommets en 1948 et 1949.

Les forces de gauche accusent la Démocratie chrétienne de n'avoir que peu modifié la législation fasciste en matière de maintien de l'ordre et d'avoir conservé aux figures du préfet et du *questore* – sorte de préfet de police – l'essentiel de leurs prérogatives. Les partis de gauche reprochent ainsi à la Démocratie chrétienne et à son emblématique Ministre de l'Intérieur, Mario Scelba (1947-1953 et 1954-1955) de poursuivre la politique de répression anti-ouvrière du fascisme. Cela expliquerait, pour les forces de gauche, les très nombreuses morts de militants lors de manifestations qui émaillent l'histoire des deux premières décennies de la République italienne. Au-delà de ces épisodes qui n'ont pas d'équivalent en Europe, la vie politique de la jeune République semble caractérisée par un difficile retour à la démocratie. Les années d'après-guerre malgré les indéniables succès que constituent la construction de la République et la mise en place d'un véritable pluralisme, montrent bien les difficultés qui existent dans l'élaboration d'une vie politique démocratique apaisée. Les rapports de préfets sont une source intéressante pour étudier ces aspects, notamment en période de campagne électorale ; or ceux-ci font état d'incidents répétés, pendant au moins une dizaine d'années après la fin de la guerre : certains meetings sont interrompus violemment, des orateurs sont empêchés de parler quand ce ne sont pas des échauffourées qui éclatent dans la salle¹⁰. Ces épisodes, jugés mineurs, témoignent cependant d'un climat tendu et surtout de la permanence d'une violence diffuse, considérée comme légitime pour résoudre des conflits de nature politique.

Angelo Ventrone a bien montré, dans un ouvrage au titre évocateur *Il nemico interno* [l'ennemi intérieur], la persistance d'une rhétorique guerrière tendant à considérer son adversaire politique comme un ennemi sur lequel il est donc légitime d'exercer une violence¹¹. L'ouvrage

⁷ Le terme a tendance à remplacer, dans l'historiographie, celui d'« après-guerre » qui marque une rupture trop nette.

⁸ Comme le rappelle opportunément Crainz, Guido, *L'ombra della guerra : il 1945, l'Italia*, Rome, Donzelli, 2007.

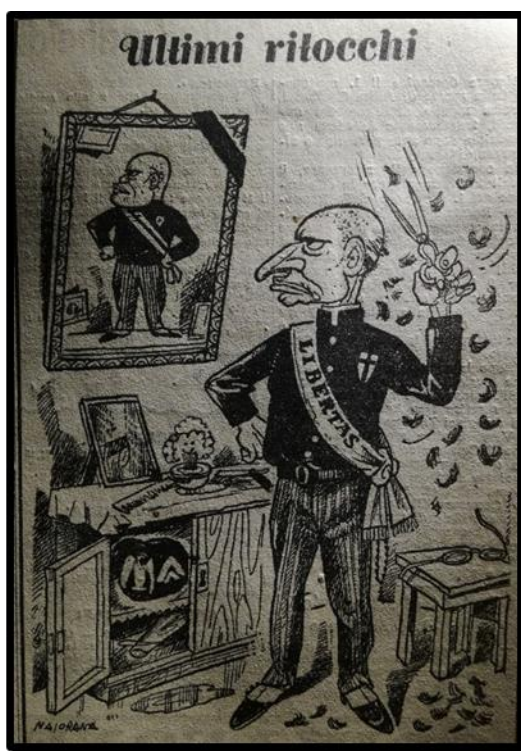
⁹ Sur ces questions voir notamment Focardi, Giovanni et Nubola, Cecilia (dir), *Nei tribunali. Pratiche e protagonisti della giustizia di transizione nell'Italia repubblicana*, Bologne, Il Mulino, 2015 et Woller, Hans, *op. cit.* p. 375.

¹⁰ Archivio Centrale dello Stato, Rome, Ministère de l'Intérieur, Pubblica Sicurezza, série 1944-1946, b.7, Incidenti di natura politica.

¹¹ Ventrone, Angelo, *op. cit.*

insiste sur la façon dont la radicalisation de l'affrontement entre le Parti communiste et la Démocratie chrétienne tourne autour de la figure de l'étranger, qui permet d'assimiler l'adversaire à un envahisseur potentiel. Les communistes font référence au passé d'Alcide De Gasperi, originaire du Trentin, qui fut, pendant l'Entre-deux-guerres, élu au Parlement autrichien comme représentant de la minorité italienne. À l'inverse, la DC présente le Parti communiste, de manière plus classique, comme le parti de l'étranger, notamment dans un tract représentant le héros de l'unité italienne – et symbole électoral de l'alliance des forces de gauche – Garibaldi expulsant d'Italie le secrétaire du PCI Palmiro Togliatti en lui disant « Dehors, étranger ! »¹². Comme le souligne Angelo Ventrone, « le ton, le langage et les images utilisés montrent bien que n'a pas encore été dissous le lien qui unit politique et exercice de la force sinon de la violence »¹³.

De même, les accusations que se portent mutuellement le gouvernement et l'opposition font souvent référence au cadre conceptuel du fascisme, quoiqu'à des périodes différentes de celui-ci. Ainsi, les démocrates-chrétiens dénoncent souvent le *squadrismo* des forces de gauche, rappelant l'ascension du mouvement fasciste, au début des années 1920, autour de groupes armés semant la violence et contribuant à déstabiliser l'État, auquel la DC s'identifie¹⁴. À l'inverse, les forces de gauche accusent le gouvernement d'avoir reconstitué l'OVRA, la police secrète fasciste, pour persécuter les opposants¹⁵. Ainsi, De Gasperi est caricaturé en apprenti Mussolini dans une vignette parue dans la presse socialiste [fig.1], ce qui semble justifier, en s'appuyant sur le modèle légitimant de la Résistance, la contestation violente de son pouvoir. Cela s'accompagne d'une exacerbation de la violence verbale, les partis de gauche n'hésitant pas à menacer ouvertement de devoir reprendre les armes pour défendre la démocratie, « comme ce fut le cas sous le fascisme »¹⁶, quand la DC agite parfois la menace d'une mise hors-la-loi du Parti communiste.



¹² *Ibid.* p. 41.

¹³ *Ibid.* p. 42.

¹⁴ Sur le parallèle entre les deux après-guerre, voir Bertucelli, Lorenzo, « Proteggere e reprimere. Stato e conflitti sociali nel dopoguerra » dans Dogliani, Patrizia et Matard-Bonucci, Marie-Anne (dir.), *Democrazia insicura : violenze, repressioni e Stato di diritto nella storia della Repubblica (1945-1995)*, Rome, Donzelli, 2017, p. 63.

¹⁵ Par exemple, intervention de Palmiro Togliatti à la Chambre des députés, le 1er avril 1950.

¹⁶ Pertini, Sandro, *Anni di guerra fredda. Scritti e discorsi (1947-1949)*, Rome-Bari, Lacaïta, 2003, p. 185. Discours prononcé le 14 avril 1948 à Rome.

Figure 1 : « Dernières retouches », *L'Avanti !*, 5 août 1949

On doit cependant nuancer l'approche qui voudrait que la démocratie ait intégré la violence de guerre qui s'exprime sous forme d'une violence politique endémique. Certains travaux récents insistent en effet sur la capacité des partis italiens à canaliser en grande partie cette violence indéniable de la société italienne et mettent au contraire en avant le rôle stabilisateur qu'ont joué les partis politiques, notamment de gauche¹⁷. Si la violence issue de la guerre civile est indéniable, l'installation d'une vie démocratique apaisée ne pouvait advenir en peu de temps ; or le résultat de long terme, malgré des heurts et des violences bien supérieurs à la moyenne européenne, serait somme toute acceptable, l'Italie contemporaine n'ayant jamais connu un régime aussi pérenne que la République. L'attentat commis contre Palmiro Togliatti le 14 juillet 1948 en serait un excellent exemple : longtemps considéré comme le point culminant d'une crise risquant d'aboutir à la guerre civile tant les manifestations de protestations furent nombreuses, il est aujourd'hui parfois relu comme une des étapes de la normalisation et de la démocratisation du Parti communiste, qui se montra capable de ramener le calme¹⁸.

Enfin, la radicalisation de l'opposition entre communistes et démocrates-chrétiens ne doit pas faire oublier que le fascisme lui-même n'a pas déposé les armes. Malgré l'interdiction figurant dans la Constitution, un parti fasciste est recréé dès 1946 sous le nom de Mouvement social italien (MSI) et entend bien contester la légitimité d'une démocratie fondée sur la division de la communauté nationale. L'épisode le plus emblématique d'un « passé qui ne passe pas », pour reprendre l'expression d'Henry Rousso, a lieu au printemps 1960. À la recherche de soutiens, une frange de la Démocratie chrétienne accepte le soutien externe du MSI au gouvernement de Fernando Tambroni. S'ensuit une grave crise politique, la plupart des partis républicains réprouvant cette alliance, tout comme une partie de la DC. À cela s'ajoute la volonté du MSI d'organiser, par provocation, son congrès dans la ville de Gênes, place forte de l'antifascisme et décorée de la médaille d'or de la Résistance. S'ouvre alors une période de manifestations quotidiennes à Gênes mais aussi dans la plupart des villes « rouges » d'Italie. Ces manifestations au caractère insurrectionnel parfois marqué donnent lieu à une répression très ferme de la police ce qui conduit à la mort de onze manifestants et à des dizaines de blessés dans différentes villes – l'épisode le plus emblématique a lieu à Reggio Emilia, le 7 juillet, où cinq manifestants sont tués. Le gouvernement Tambroni est finalement contraint à la démission et le nouveau gouvernement, mené par Amintore Fanfani, enregistre pour la première fois depuis 1947 le soutien externe du Parti socialiste, ce qui symbolise un certain renouveau de l'antifascisme.

La crise de 1960 montre cependant la persistance de multiples divisions liées à la guerre dans la société italienne ainsi que l'existence d'une violence politique endémique provenant à la fois de nostalgiques du régime mussoliniens, d'antifascistes de gauche et d'un État qui n'a pas totalement rompu avec des méthodes brutales de maintien de l'ordre. Pour Sergio Luzzatto, ces épisodes confirment la propension des « Italiens à se mobiliser autour d'élaborations concurrentes du deuil collectif », bien après la fin officielle de la guerre¹⁹. Significativement, cette permanence se poursuit, en se transformant, tout au long des décennies 1960 et 1970.

Néofascisme contre antifascisme militant : la réactivation des oppositions violentes, des années 1960 au milieu des années 1970.

C'est, en premier lieu, l'aire du néofascisme qui se place en premier « entrepreneur » de

¹⁷ Lupo, Salvatore, *Partito e antipartito, una storia politica della prima Repubblica, 1946-78*, Rome, Donzelli, 2004, p. 22 et Ventrone, Angelo, *La cittadinanza repubblicana: come cattolici e comunisti hanno costruito la democrazia italiana : 1943-1948*, Bologne, Il Mulino, 2008.

¹⁸ Sur cette question voir Archambault, Fabien, « I comunisti, la violenza e la questione dello Stato di diritto. Attorno all'attentato a Togliatti », dans Dogliani, Patrizia et Matard-Bonucci, Marie-Anne, *op. cit.*

¹⁹ Luzzatto, Sergio, *op. cit.* p. 256.

mémoire du conflit – cela concerne d'abord le MSI, qui connaît une phase ascendante à partir du milieu des années 1960, mais également une multitude de groupuscules radicaux²⁰. Sous l'influence de Giorgio Almirante, qui reprend les rênes de la formation en juin 1969, le parti s'oriente vers une stratégie d'opposition radicale et sans concession face au consensus démocratique mis en place autour de la DC depuis les débuts de la République²¹.

En réalité, l'exaltation de la violence directe se trouve au cœur de cette réactualisation du patrimoine politique du fascisme, dans un contexte de regain de l'anticommunisme. Un des facteurs qui nourrit cette volonté d'en découdre est la vive inquiétude des milieux conservateurs devant la politique de « centre-gauche » mise en place dans les années 1960, interprétée comme une dangereuse ouverture face à la menace communiste²². Le mouvement étudiant, qui aboutit à une vaste contestation en Italie et se double d'une forte combativité ouvrière, est un autre sujet de préoccupation.

C'est aussi dans la rue que se joue l'affrontement : la fin des années 1960 est caractérisée par une lutte acharnée pour le contrôle des espaces publics, en particulier dans les grandes villes où l'activité politique et la contestation étudiante est intense. Cette politisation d'une partie de la jeunesse militante à l'extrême-droite se traduit ainsi par une flambée d'actes de violence politique. Selon les chiffres de la Commission parlementaire sur violences politiques, sur 4384 attentats ou actes de violence politique recensés entre 1969 et 1975, 83% sont attribuables aux militants néofascistes²³. Il s'agit dans un premier temps d'une profusion de dégradations matérielles, et notamment de dégradation de plaques à la mémoire des héros de la Résistance ou de locaux des partis de gauche²⁴. Mais les violences contre les personnes sont également en forte augmentation, à partir du printemps 1969, et s'intensifient jusqu'au printemps 1972²⁵.

Ces agressions ciblées, en particulier contre des jeunes du mouvement étudiant, s'inscrivent dans la tradition du *squadristo*, cette violence directe exercée par les milices de Mussolini contre les figures du syndicalisme ou de la gauche. Une véritable stratégie de contrôle territorial²⁶ se met en place dans certains espaces urbains, dont les cas les plus exemplaires sont certaines zones de Rome (le quartier Trieste, ou piazza Bologna) et surtout de Milan (piazza San Babila). Le surnom de « sanbabilini »²⁷, identifie ces jeunes appartenant à un monde exclusivement masculin qui adopte des codes vestimentaires spécifiques et calque les modèles mythifiés des héros du fascisme et du nazisme.

Cette violence réactive des clivages eux aussi en partie hérités des années du fascisme et des années de guerre civile. La plus grande partie de la classe politique italienne y réagit ainsi en réaffirmant la valeur fondatrice de l'antifascisme, signe que l'opposition au fascisme reste d'une actualité brûlante trente ans après la fin du conflit. Tous les partis de l'« arc constitutionnel »

²⁰Voir les deux enquêtes du journaliste Rao, Nicola, *La fiamma e la celtica*, Milan, Sperling & Kupfer, 2006 ; *Il sangue e la celtica*, Milan, Sperling & Kupfer, 2008, et le témoignage unique de Salierno, Giulio, *Autobiografia di un picchiatore fascista*, Rome, Minimum fax, 2008.

²¹Ignazi, Piero, *Il Polo escluso: profilo del Movimento sociale italiano*, Bologne, Il Mulino, 1989, p. 133 et suivantes.

²²Cf. le colloque souvent cité de l'Istituto Pollio (Rome du 3 au 5 mai 1965), qui rassemble hauts gradés de l'armée, membres de services secrets et militants néofascistes les plus radicaux (Dondi, Mirco, *L'eco del boato: storia della strategia della tensione, 1965-1974*, Rome-Bari, Laterza, 2015, p. 64).

²³Citée par De Lutiis, Giuseppe dans son introduction, in Calvi, Maurizio, Ceci, Alessandro, Sessa, Angelo et Vasaturo, Giulio, *Le date del terrore. La genesi del terrorismo italiano e il microclima dell'eversione dal 1954 al 2003*, Rome, L. Sossella, 2003, p. 16.

²⁴Des télégrammes sont envoyés des préfectures au Ministère de l'Intérieur, dont la copie est conservée à l'Archivio centrale dello Stato, Ministero dell'Interno, Gabinetto/Dipartimento di Pubblica Sicurezza (ACS, MI, GAB/PS).

²⁵Panvini, Guido, *Ordine nero, guerriglia rossa: la violenza politica nell'Italia degli anni Sessanta e Settanta, 1966-1975*, Turin, Einaudi, 2009, p. 7.

²⁶Domenico Guzzo parle d'une « politisation antagoniste des espaces urbains », cf. *Rome : l'inscription des violences politiques dans la ville au cours des années de plomb, 1966-1982*, p. 144, thèse de doctorat soutenue le 6 juin 2017, non publiée, sous la direction de Marie-Anne Matard-Bonucci et Simone Neri Serneri, Université Grenoble Alpes.

²⁷Rao, Nicola, *La fiamma e la celtica*, op. cit., p. 173.

constitué à la Libération, et non seulement la gauche, participent à de nombreuses actions de protestation, aux côtés des associations d'anciens combattants²⁸.

À côté de ces répertoires d'action traditionnels, l'antifascisme est un moteur de mobilisations d'un nouveau type : les militants des groupes de la gauche extraparlamentaire, en particulier *Lotta continua*, cherchent à faire front contre la violence néofasciste, sur son propre terrain, celui de la violence. Cette pratique, définie comme un « antifascisme militant », se caractérise par son opposition aux protestations des partis traditionnels, considérées comme de pure forme²⁹. On peut y lire une volonté propre de surenchère et de dramatisation du débat politique : la figure du fasciste devient celle de l'ennemi absolu, à éliminer. Des slogans comme « Tuer un fasciste n'est pas un délit »³⁰ sont scandés dans des manifestations et tagués sur les murs, pendant toutes les années 1970. La violence de ces slogans s'accompagne d'une certaine banalisation de formes de violence physique et directe contre des néofascistes et contribue à une « militarisation » des luttes et une exacerbation des violences³¹.

La hausse des violences politiques constatée à la fin des années 1960 est donc étroitement liée à une interprétation idéalisée du fascisme, d'un côté, et à une « narration antifasciste »³² renouvelée de l'autre. Les attentats à la bombe commis par des militants néofascistes, avec le soutien d'une partie des services secrets italiens dans le cadre de la « stratégie de la tension » contribuent également à une profonde délégitimation de l'État aux yeux de nombreux militants de gauche, favorisant le passage d'une minorité à des formes de lutte armée³³.

Terrorisme contre antiterrorisme, une « guerre civile de basse intensité » du milieu à la fin des années 1970 ?

La montée en puissance de formes de violence politique de type terroriste, de la part de groupes clandestins d'inspiration marxiste-léniniste, domine la deuxième partie de la décennie. Leurs victimes sont d'abord blessées par arme à feu, à partir de 1975, puis, l'année suivante, de plus en plus souvent assassinées. Ces organisations armées justifient le passage à une violence politique spectaculaire par la volonté de pousser à son terme la logique d'affrontement contre un État considéré dans son ensemble comme fasciste. Ce n'est plus seulement aux principes de l'antifascisme que la lutte armée se réfère, mais également au modèle d'action de la Résistance, qui fournit un puissant outil de justification de la prise d'arme, par définition légitime étant donnée l'importance de la construction mémorielle autour de la Résistance³⁴. Le qualificatif de « fasciste » sert à justifier l'attaque contre des victimes issues du patronat, de la classe politique et des forces de l'ordre³⁵. Comme en temps de guerre, l'homicide est possible à partir du moment où la victime est dépersonnalisée et réduite à sa seule fonction³⁶.

²⁸ De très nombreux télégrammes témoignent aussi de l'importante mobilisation des associations, syndicats et partis, Archivio Centrale Dello Stato. MI, GAB, 1971-1975.

²⁹ De Luna, Giovanni et Revelli, Marco, *Fascismo antifascismo: le idee, le identità*, Florence, La Nuova Italia, 1995, p. 167.

³⁰ « Uccidere un fascista non è reato », Bravo, Anna, *A colpi di cuore. Storie del sessantotto*, Bari, Laterza, 2008, p. 237.

³¹ Panvini, Guido, « Schedare il nemico. La militarizzazione della lotta politica nell'estrema sinistra (1969-1975) », in Neri Serneri, Simone (dir.), *Verso la lotta armata: la politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologne, Il mulino, 2012, pp. 307-327.

³² Focardi, Filippo, *La guerra della memoria: la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Rome, Laterza, 2005, p. 41.

³³ Grispigni, Marco, « La strage è di Stato. Gli anni settanta, la violenza politica e il caso italiano », in Neri Serneri, Simone (dir.), *Verso la lotta armata...*, op. cit., p. 107 et suivantes.

³⁴ Sommier, Isabelle, « La Résistance comme référence légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême-gauche italienne, 1969-1974 », *Politix*, 1992, vol. 5, n° 17, pp. 86-103.

³⁵ Matard-Bonucci, Marie-Anne, « Des usages de l'antifascisme et de la Résistance par les Brigades rouges » in Lazar, Marc et Matard-Bonucci, Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb*, Paris, Autrement, 2010, pp. 15-35.

³⁶ Gargiulo, Gius, « Frapper au cœur. Considérations sur la notion de cible de la violence extrême », in Gargiulo,

La multiplication des attentats, leur impact dans la société renforce le brouillage entre guerre et paix. L'enlèvement du président de la Démocratie chrétienne et figure majeure de la vie politique nationale depuis la fin de la guerre, Aldo Moro, représente le point culminant de ce processus. Les indices d'un choc majeur sont décelables à de multiples niveaux, de la Chambre des députés où le chef du Parti républicain, Ugo La Malfa, demande la peine de mort pour les terroristes³⁷, au mouvement de grève générale lancé par les syndicats qui fige le pays dans une situation hors de la normalité, en passant par les parents qui vont chercher leurs enfants à l'école. Certains achètent des gilets pare-balle, dans un pays souvent décrit comme en état de guerre³⁸, impression renforcée par le déploiement de forces de l'ordre et de contrôles routiers et perquisitions, en particulier à Rome, mais également dans toute l'Italie. Au-delà de ce moment très particulier, les deux dernières années de la décennie sont caractérisées par l'importance de l'offensive terroriste, mais aussi de la répression policière parfois fort visible et sanglante.

La grille de lecture en termes de « guerre civile », toutefois, n'est guère satisfaisante, tant du point de vue de l'extension, somme toute limitée, des affrontements armés, que de la nature de la réponse de l'État : d'un côté, le terrorisme reste relativement économe en vies humaines, malgré le choc psychologique que les actions terroristes visent³⁹ ; de l'autre, la démocratie italienne n'a pas basculé dans un État d'exception qui subvertit les formes de la vie démocratique. Le syntagme de « guerre civile », parfois accompagné de la précision, oxymorique de « basse intensité », ne peut être considéré que comme une simple métaphore⁴⁰.

Les années 1970 ne peuvent donc être interprétées mécaniquement comme le rejeu d'une guerre civile de longue durée. En revanche, l'épisode de terrorisme qui se conclut à l'orée des années 1980 marque la fin d'un cycle caractérisé par la prégnance des imaginaires de « guerre »⁴¹ qui colorent un espace public italien dominé par des représentations violemment opposées, imprégnées de représentations criminalisant l'ennemi en partie héritées – l'exact opposé d'un espace démocratique dont l'idéal n'est pas l'absence d'oppositions, mais la négociation et la recherche d'un consensus. Les années 1980 marquent la fin du terrorisme, malgré quelques résurgences épisodiques, mais aussi un déclin plus général des mouvements collectifs, et des grands schémas interprétatifs – aussi bien en ce qui concerne le marxisme que le fascisme, progressivement folklorisés.

Conclusion

Cette réflexion sur l'impact des violences de guerre aboutit à un relatif éclatement de la notion de « guerre » : la deuxième Guerre mondiale prend-elle fin le 25 avril 1945 ? La Guerre froide n'est-elle qu'une métaphore ? Y a-t-il une guerre civile dans les années 1970 et si non, comment comprendre les actes d'agression terroristes et les termes de la mobilisation antiterroriste ? *In fine*, le concept de « brutalisation », souvent critiqué, conserve sa pertinence, s'il n'est pas considéré comme une clé interprétative unique, c'est-à-dire s'il n'implique pas de lien de causalité directe entre une violence de guerre et une culture de guerre – néanmoins, et le cas de l'Italie républicaine le démontre, les cultures citoyennes et politiques peuvent se saisir des schémas guerriers élaborés en temps de conflit pour réactiver des oppositions violentes, mais également des mécanismes de résistance. Ainsi, durant les années 1970 et notamment à partir de l'enlèvement puis

Gius et Seul, Otmar (dir.), *Terrorismes : l'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des "années de plomb" (1970-1980), réalités et représentations du terrorisme*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2008, pp. 275-335.

³⁷Il Corriere della Sera, « Roma, prima incredula poi sgomenta », Lietta Tornabuoni, 17 mars 1978.

³⁸Imperi, Ilenia, *Il caso Moro: cronaca di un evento mediale. Realtà e dramma nei servizi TV dei 55 giorni*, Milan, Franco Angeli, 2016.

³⁹Lupo, Salvatore, « La guerra civile immaginata. Un dilemma dell'Italia repubblicana », *Meridiana*, n°76, 2013, pp. 9-30.

⁴⁰Lazar, Marc, « Les années de plomb, une guerre civile ? », in Lazar, Marc et Matard-Bonucci, Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb, op. cit.*, pp. 147-163.

⁴¹Galfré, Monica, *La guerra è finita: l'Italia e l'uscita dal terrorismo, 1980-1987*, Rome-Bari, Laterza, 2014.

de l'assassinat d'Aldo Moro, la rhétorique de la Résistance est mobilisée comme une arme contre le terrorisme. Le socialiste Sandro Pertini, élu président de la République en juillet 1978, use d'autant plus de l'imaginaire de la Résistance qu'il est une grande figure de l'antifascisme. Dans ses discours publics, l'idée de réactiver l'esprit de résistance et le courage face au terrorisme assimilé à la barbarie totalitaire est omniprésente⁴² – cette fois au service d'un idéal de paix.

⁴²« Noi abbiamo resistito allora. E perché non dobbiamo resistere adesso? », Sandro Pertini, Alle associazioni partigiane, 20 juillet 1978, Archivio della Presidenza, Quirinale, Quaderni di documentazione, nuova serie, n°13, Rome, 2005.